

La deuxième épreuve concerne les autres délégations ici présentes. Si, dans cette instance, nous ne pouvons que faire en sorte que cette question demeure, continuer d'exercer des pressions et rappeler à l'Union soviétique l'ignominie monumentale de sa position jusqu'à ce qu'elle finisse par la modifier, eh bien au moins continuons de le faire avec une majorité écrasante.

Il y a, dans le monde actuel, peu de questions qui unissent pratiquement toutes les délégations. L'Afrique du Sud en est une; il devrait en aller de même pour l'Afghanistan. Même ceux qui maintiennent avec l'Union soviétique une alliance idéologique nominale devraient s'en désolidariser sur la question de l'Afghanistan. Cela ne se produira probablement pas, mais cela devrait se produire.

Nous examinons la situation d'un pays relativement petit, un pays éminemment vulnérable, un pays qui, si on lui en donnait la moindre chance, retournerait à la solidarité des pays non alignés. Il s'agit également d'un pays à l'agonie... et aucune raison concevable ou défendable de cet état de fait n'a jamais été présentée de façon plausible à cette Assemblée.

Au cours de mon intervention, l'an dernier, j'ai déclaré, au nom du Canada, que si nous devions reprendre le même débat cette année, ce serait parce que l'Union soviétique continue de croire que le nihilisme est préférable à la négociation, que la boucherie est préférable aux pourparlers.

C'étaient là des mots très durs, j'en conviens. Mais nous en sommes maintenant au même débat.

Merci, M. le Président.